



Le Courrier des domaines

Belgique -
Belgïe
P.P. 5360
HAMOIS
BC 1792

Trimestriel n°6 Décembre 2003

Editeur Responsable : Fabien Lardinois - 96, rue de Monin - 5362 Achet
Bureau de dépôt : Hamois, agréation n° P 202144

Editorial

Ce 1^{er} janvier, les habitants du camping Les Viviers à Mare dret (officiellement fermé le 1^{er} novembre 2003) n'auront plus de courant. C'est ce que cachent les féeries lumineuses de Noël auxquelles ils participent d'ailleurs activement dans la commune. Il y aura une belle façade de fête pour les nombreux touristes. A LST, nous voulons mettre le doigt sur les priorités. Dépensera-t-on autant d'énergie, on ne demande pas d'en dépenser plus, pour accompagner ces personnes dans la recherche d'un logement ? Les autorités communales sont-elles prêtes à investir dans une solution de dernière minute ? Ou bien va-t-on continuer à laisser pourrir la situation ? Va-t-on continuer à se donner bonne conscience en disant que s'ils ne trouvent pas de logement, c'est de leur faute ?

Amis de Mare dret et d'ailleurs, vous souhaiter une bonne fête, c'est souhaiter que vous ne soyez plus victimes du mépris et qu'on prenne au sérieux ce que vous mettez en place pour continuer à vivre.

L'équipe du Courrier

Sommaire

Edito	p. 1
Il faut aussi lutter contre le mépris	p. 2
La deuxième phase du plan HP	p. 3
Rejoignez-nous !	p. 4

Il faut aussi lutter contre le mépris

Nous voulons réaffirmer une chose élémentaire : nous sommes des êtres humains et nous revendiquons le droit d'être considérés avec respect.

« Après être passés dans une émission sur Vidéoscope, un propriétaire est venu nous rencontrer au camping pour nous dire qu'il avait un beau chalet, pas cher à nous louer. Il dit que sa femme est catholique et qu'en voyant l'émission elle a eu pitié de nous. Lorsque nous visitons le chalet, nous constatons qu'il est tout pourri. Le proprio nous dit: pour 300 euros, tu ne peux rien exiger de plus ! »

« Les autorités communales disent partout que nous refusons des logements, que nous sommes trop exigeants...On nous propose des logements autour de 500 euros par mois. Comment voulez-vous que nous payions un loyer pareil avec un chômage de 800 euros? Il faut se priver de manger alors ? Quand, dans les petites annonces, nous trouvons des logements aux environs de 300 euros, au téléphone on nous répond qu'ils sont déjà loués. »

« Je ne comprends pas comment l'assistante sociale du CPAS, connaissant nos revenus, est venue nous proposer un logement à 500 euros. Elle devait savoir que ce n'était pas possible pour nous. »

« Nous avons vraiment senti le mépris. Heureusement que tu étais avec nous. Nous avons un témoin. Sinon, on dirait que ce n'est pas vrai. C'est leur parole contre la nôtre. Evidemment on écouterait plus volontiers un bourgmestre que nous. »

« Quant aux chiens, c'était toute la famille qui nous restait. Nous sentions bien, sans vraiment qu'on nous le dise, qu'on nous reprochait d'avoir des chiens. On pouvait dire ainsi: si vous ne trouvez pas de logement, c'est de votre faute. Nous avons décidé d'en supprimer deux. Nous en avons gardé un. Ça nous a fait beaucoup de peine. »

« Nous avons un logement dans lequel nous avons investi. C'était sûr pour nous. Maintenant, il faut le quitter. Le pire pour nous, c'est qu'on ne sait pas de quoi demain sera fait, au niveau du logement et au niveau de l'accès à

l'électricité. C'est vrai, on a passé de nombreuses heures à pleurer, à se disputer aussi. Maintenant, on se rend compte aussi qu'à notre âge, c'est fini la caravane. Nous sommes maintenant prêts à aller habiter dans une maison. Et voilà qu'on nous propose d'aller vivre dans une caravane dans un autre camping. »

« Le bourgmestre ne veut pas intervenir pour garantir la distribution d'électricité pendant une période transitoire qui permette de trouver un logement. Il veut maintenir les habitants dans une situation de grande insécurité pour que les gens partent. »

Des résidents

La deuxième phase du plan HP

La deuxième phase du plan HP va démarrer le 1^{er} janvier 2004 et concernera les infrastructures touristiques autres que les campings hors zones inondables. L'objectif est de revoir au cas par cas la situation des domaines non situés en zone inondable (150 structures dans 51 communes) dans lesquels résident 2604 ménages, soit 5469 personnes.

Pendant ce temps, la phase 1 se poursuivra dans le but de réinsérer dans un logement décent dans un noyau d'habitat les 1480 ménages soit 2600 personnes habitant dans un camping ou dans un autre équipement touristique situé en zone inondable.

Il nous a quittés

Johnny, un ami qui habitait au camping Jules César à Thon, nous a quittés dans des circonstances dramatiques le jeudi 11 décembre. Nous nous souviendrons de son combat pour survivre.

Rejoignez-nous !

Rappel :

Il y a d'une part **des rencontres intercamping** où nous échangeons sur ce que nous vivons dans les campings et dans les domaines. Nous voulons rester solidaires les uns des autres, partager les informations concernant l'application du plan HP dans les différents endroits.

Il y a aussi **un atelier logement** où nous confrontons le vécu de logement des plus pauvres avec les politiques du logement.

Le trajet ne doit pas être un obstacle à l'envie de participer.

Contactez-nous !

Ont participé à ce numéro :

Des habitants du camping Les Viviers de Maredret, du camping Les Marcassins à Neffe, du domaine sur Pierreux à Heure.

Merci pour le partage d'informations et de réflexions dans des conditions de vie parfois très difficiles.

Des militants de LST Ciney-Marche.

Adresses utiles

- LST Ciney-Marche asbl
96, rue de Monin - 5362 Achet
tél/fax : 083/611085 - GSM : 0479/289057
e-mail : ciney-marche@mouvement-LST.org
- Solidarités Nouvelles
Rue Léopold, 36 - 6000 Charleroi
tél : 071/303677 - fax : 071/306950
- La Teignouse
Quai du vignoble, 34
4170 Comblain au Pont
tél : 04/3693330